

Audience publique du 24 avril 2013

Recours formé par
Madame ..., ...,
contre une décision du ministre délégué à la Fonction publique et à la Réforme administrative
en matière d'employés de l'Etat (indemnité d'astreinte)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 29776 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 26 janvier 2012 par Maître Steve HELMINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ..., demeurant à L-..., tendant à principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation d'une décision du ministre délégué à la Fonction publique et à la Réforme administrative du 8 décembre 2011 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2012 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 14 mai 2012 par Maître Steve HELMINGER au nom de Madame ... ;

Vu les pièces versées en cause, et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Anne-Claire BLONDIN, en remplacement de Maître Steve HELMINGER et Madame le Délégué du gouvernement Jacqueline JACQUES en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 janvier 2013.

Par contrat d'engagement du 1^{er} mars 2005, Madame ... fut engagée, avec effet au même jour, auprès de l'Administration judiciaire en tant qu'employée de l'Etat pour une durée indéterminée et à tâche complète.

Par décision du procureur général d'Etat du 10 février 2009, Madame... fut affectée à un poste de greffier près du cabinet d'instruction à Luxembourg avec effet au 16 février 2009.

Par courrier de son mandataire du 10 février 2010, Madame... s'adressa au ministre de la Justice pour l'informer que la prime d'astreinte allouée en vertu de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, ci-après « la loi du 7 mars 1980 », aux greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, lui était refusée depuis son entrée en fonctions en date du 16 février 2009 et pour demander au ministre de remédier à cette situation en lui octroyant ladite indemnité.

Par décision du 26 février 2010, adressée au mandataire de Madame..., le ministre refusa de faire droit à la prédite demande aux motifs suivants :

« En réponse à votre courrier du 10 février 2010 au sujet de l'affaire reprise sous rubrique, j'ai l'honneur de vous informer que Madame ..., employée de l'Etat au greffe du Tribunal d'arrondissement de Luxembourg, ne peut pas bénéficier de l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire disposant que les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction jouissent d'une indemnité de trente points indiciaires.

En effet, selon l'article 76 de la même loi du 7 mars 1980, les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur. Il s'ensuit que seuls les fonctionnaires de cette carrière peuvent bénéficier de cette indemnité.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative préconisa dans sa prise de position du 11 mai 2009 que je joins en annexe d'allouer à Madame... une prime d'astreinte en exécution de l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, cette disposition étant aussi applicable aux employés de l'Etat.

Je me rallie aux conclusions du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

La liquidation de la prime d'astreinte pourra se faire sur base d'un relevé mensuel indiquant les prestations organisées en dehors des heures normales de service. (...) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 3 juin 2010, Madame... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre de la Justice précitée du 26 février 2010 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980.

Par jugement du 7 mars 2011, n°26969 du rôle, les premiers juges ont retenu que le ministre de la Justice était incompétent pour se prononcer sur la demande en allocation d'une indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980, et ont, dans le cadre de leur pouvoir de réformation, annulé la décision ministérielle du 26 février 2010, tout en renvoyant le dossier en prosécution de cause devant le directeur de l'administration du personnel de l'Etat.

Suite à une requête d'appel introduite par la partie étatique en date du 29 mars 2011, la Cour administrative, dans un arrêt du 28 juin 2011, n°28242C du rôle, a partiellement confirmé le jugement de première instance et a renvoyé le dossier devant le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, en retenant que ce serait à bon droit que les premiers juges ont déclaré que le ministre de la Justice n'était pas compétent pour refuser la demande introduite par Madame... et ont estimé, à partir des dispositions de l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et des communes, que la compétence pour la fixation de l'indemnité sollicitée par celle-ci appartient au ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, cette compétence comprenant d'après les juges de la juridiction suprême celle de dénouer le point litigieux, à savoir si Madame... a droit à l'indemnité prévue par l'article 181 alinéa 5 de la loi du 5 mars 1980 ou à la prime d'astreinte prévue par l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, ci-après « la loi du 22 juin 1963 ».

Suite à l'arrêt précité, et le renvoi de l'affaire devant le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, ci-après « le ministre », celui-ci prit, en date du 8 décembre 2011, la décision qui suit :

« Comme suite à la décision de la Cour administrative du 28 juin 2011 qui a renvoyé votre demande en obtention de l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire au Ministre de la Fonction Publique et de la Réforme administrative pour compétence, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

L'article 181, alinéa 5 de la loi en question dispose que « les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction jouissent d'une indemnité de 30 points indiciaires ». Or, l'article 76, paragraphe II, alinéa 4 prévoit que les greffiers en chef et les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur ... ».

Dans la mesure où vous avez la qualité d'employé de l'Etat et non celle de fonctionnaire, je ne suis pas en mesure de vous accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 précitée.

Comme je vous l'avais toutefois déjà fait noter dans mon avis du 11 mai 2009, j'estime que vous êtes susceptible de tomber sous le champ d'application de l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat qui prévoit en son paragraphe 3 que le fonctionnaire, périodiquement ou occasionnellement astreint à du service les samedis, dimanches ou jours fériés ainsi que pendant la nuit entre vingt-deux et six heures, peut bénéficier d'une prime d'astreinte de 0,04 point indiciaire.

Dans la mesure où le règlement grand-ducal du 27 juillet 1992 portant fixation des conditions et modalités d'attribution d'une prime d'astreinte aux fonctionnaires de l'Etat dispose en son article 6 que les décisions individuelles d'allocation des primes d'astreinte prévues par l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 précitée sont prises par arrêté du ministre du ressort sur avis du Ministre de la Fonction Publique, je marque mon avis favorable à l'allocation d'une prime d'astreinte, la décision finale quant à l'allocation de cette prime étant cependant réservée à Monsieur le Ministre de la Justice.

Le dossier est donc renvoyé à Monsieur le Ministre de la Justice en application de la disposition précitée en ce qui concerne le seul volet relatif à la prime d'astreinte.

En ce qui concerne le volet relatif à la prime de greffier prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 précitée, je vous prie de bien vouloir noter que vous disposez d'un recours devant le Tribunal administratif contre la présente décision à exercer par ministère d'avocat à la Cour dans un délai de trois mois (....) ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 26 janvier 2012, Madame... a fait introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision du ministre précitée du 8 décembre 2011 portant refus de lui accorder l'indemnité prévue à l'article 181, alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980.

1. Quant à la recevabilité

Dans la mesure où l'article 11 de la loi du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'Etat attribue une compétence de pleine juridiction au tribunal en ce qui concerne les contestations relatives à la rémunération des employés de l'Etat, seul un recours en réformation a pu être valablement introduit contre la décision ministérielle précitée du 8 décembre 2011.

Il n'y a dès lors pas lieu d'analyser le recours en annulation introduit à titre subsidiaire.

La partie étatique soulève l'irrecevabilité du recours pour défaut d'intérêt à agir dans le chef de la demanderesse en soulignant, d'un côté, que la prime accordée aux greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction équivaldrait à un montant de ...euros et, en expliquant, de l'autre côté, que la valeur horaire de la prime dont la demanderesse pourrait bénéficier en vertu de l'article 25 de la loi du 22 juin 1963, à savoir 0,04 point indiciaire, serait calculée sur la valeur du point indiciaire annuelle, laquelle serait actuellement de ...euros indice 100, de sorte qu'elle s'équivaldrait à ...euros. La partie étatique en conclut que si l'indemnité totale à accorder par mois varierait certes en fonction des heures de travail prestées pendant les périodes visées à l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 précitée, il n'en resterait pas moins que le travail de Madame... consisterait en une large part en des heures prestées suivant le régime du prédit article 25, de sorte que l'indemnité en question pourrait approcher les ...euros touchés à titre d'indemnité fixe par les fonctionnaires astreints au même service que le demanderesse.

Madame... entend résister à ce moyen d'irrecevabilité en mettant en exergue le fait qu'un tel moyen n'aurait pas été invoqué dans le cadre de la première procédure, de sorte qu'il serait à écarter. Par ailleurs, elle affirme être victime d'un traitement injuste et discriminatoire en sa qualité d'employée de l'Etat exerçant la fonction de greffier au sein du cabinet d'instruction et qu'en se voyant refuser l'octroi de trente points indiciaires depuis son entrée en fonctions, elle aurait manifestement subi un préjudice financier. Finalement, elle souligne que l'affirmation de la partie étatique, selon laquelle la prime prévue à l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 avoisinerait les ...euros resterait à l'état de pure allégation.

Avant tout progrès en cause, il y a lieu de souligner que le fait pour une partie de ne pas avoir invoqué un moyen d'irrecevabilité dans le cadre d'un recours contentieux antérieur relatif à

une autre décision ministérielle que celle faisant l'objet du recours sous analyse, ne saurait avoir pour effet de mettre cette même partie en forclusion pour soulever un tel moyen dans le cadre du présent recours, lequel est dirigé contre une nouvelle décision, émanant d'une autorité ministérielle différente, de sorte à avoir un objet différent.

Par ailleurs, il y a lieu de rappeler qu'en matière de recours en réformation, respectivement en annulation dirigé contre un acte administratif, le demandeur doit justifier d'un intérêt personnel et direct à obtenir l'annulation de l'acte qu'il attaque, le juge administratif devant seulement avoir égard à ce que le demandeur avance à ce sujet, dès lors qu'il lui appartient de démontrer son intérêt.

L'intérêt pour agir est l'utilité que présente pour le demandeur la solution du litige qu'il demande au juge d'adopter¹, étant souligné que l'intérêt à agir n'est pas à confondre avec le fond du droit en ce qu'il se mesure non au bien-fondé des moyens invoqués à l'appui d'une prétention, mais à la satisfaction que la prétention est censée procurer à une partie, à supposer que les moyens invoqués soient justifiés².

Il résulte tant des pièces versées en cause, que des explications de la demanderesse que celle-ci a introduit une demande en date du 10 février 2010 en vue de se voir attribuer la prime d'astreinte allouée de par l'article 181 alinéa de la loi du 7 mars 1980 aux greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, à savoir une prime mensuelle fixe de 30 points indiciaires. S'il est certes vrai que Madame... semble pouvoir prétendre d'après les explications de la partie étatique, à une prime en vertu de l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 d'une valeur horaire de 0,04 points indiciaires et qu'une telle prime pourrait être susceptible d'approcher la valeur de la prime d'astreinte sollicitée par la demanderesse, il n'en reste pas moins, la demanderesse s'est vue refuser en date du 8 décembre 2011, que la prime mensuelle fixe de 30 points indiciaires telle que sollicitée, et que ce refus affecte directement la situation patrimoniale de la demanderesse en lui causant un préjudice financier, la partie étatique restant par ailleurs non seulement en défaut de verser une pièce justifiant de l'octroi effectif d'une prime basée sur l'article 25 de la loi du 22 juin 1963 à la demanderesse, mais elle ne produit en outre aucune pièce susceptible d'étayer son affirmation selon laquelle une telle prime variable serait susceptible d'approcher la valeur d'une prime fixe telle que prévue à l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980.

Force est dès lors de retenir que la demanderesse justifie d'un intérêt personnel et direct, de sorte que le moyen d'irrecevabilité soulevé par le délégué du gouvernement est à rejeter pour ne pas être fondé.

Le recours en réformation ayant pour le surplus été introduit dans les formes et délai de la loi et recevable.

2. Quant au fond :

¹ Voir Encyclopédie Dalloz, Contentieux administratif, V° Recours pour excès de pouvoir (Conditions de recevabilité), n°247.

² Trib. adm. prés. 27 septembre 2002, n° 15373, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 3.

A l'appui de son recours et après avoir expliqué les faits et rétroactes à la base de son recours, la demanderesse soutient que depuis son entrée en fonctions auprès du cabinet du juge d'instruction, en date du 16 février 2009, elle serait, à côté de ses horaires normaux de travail, périodiquement astreinte au service pendant les week-ends et les jours fériés, ainsi que pendant la nuit entre vingt-deux et six heures. Elle explique que l'octroi de l'indemnité telle que prévue à l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 se justifierait par le régime de travail irrégulier des greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction et par leur obligation de disponibilité pendant, voire en dehors des périodes de permanence.

En droit, la demanderesse se prévaut d'une violation de l'article 10bis (1) de la Constitution, en précisant que le principe d'égalité y prévu interdirait toute discrimination entre deux ou plusieurs catégories de personnes se trouvant dans une situation comparable. Ainsi, elle fait plaider que malgré le fait qu'elle se trouverait dans une situation de travail identique à celle d'un greffier-fonctionnaire, elle se verrait néanmoins refuser le bénéfice de l'indemnité des trente points judiciaires, de sorte à être traitée d'une manière moins favorable qu'un greffier-fonctionnaire. Elle estime que contrairement à l'argumentation ministérielle critiquée, cette différence de traitement ne saurait se justifier par le fait que les greffiers seraient choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur, alors qu'elle-même aurait été nommée au poste de greffier et ce malgré le fait qu'elle ne serait qu'une « *simple employée* » et elle en conclut que ce serait à tort que le ministre a retenu que seuls les greffiers-fonctionnaires de la carrière moyenne pourraient bénéficier de l'indemnité indiciaire de trente points. Dans ce contexte elle met encore en exergue le fait que sa nomination au poste de greffier a été signée par le Procureur général de l'Etat, pour être ensuite transmise au ministre de la Justice, lequel ne se serait jamais opposé à une telle nomination. Elle estime que ce désavantage ne saurait être compensé par l'octroi d'une prime d'astreinte telle que prévue à l'article 25 de la loi modifiée du 22 juin 1963.

En ce qui concerne plus particulièrement l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980, la demanderesse fait plaider que ledit article ne saurait être sujet à interprétation, étant donné qu'il prévoirait une indemnité de trente points au profit de tout greffier attaché au cabinet d'instruction, sans opérer de distinction quant au statut de celui-ci, de sorte que le ministre, dans sa décision attaquée du 8 décembre 2011, aurait fait une distinction non permise par le texte légal applicable, la demanderesse soulignant encore que la différence de traitement ainsi opérée ne se justifierait par aucun critère rationnel et constituerait dès lors une discrimination prohibée tant par le droit communautaire que par le droit national.

Madame... conclut partant à la réformation de la décision déférée, le cas échéant après saisine de la Cour Constitutionnelle d'une question préjudicielle relative à la violation du principe d'égalité devant la loi tel qu'il est consacré par la Constitution.

Le délégué du gouvernement, de son côté souligne que si l'article 181 alinéa 5 du 7 mars 1980 prévoirait certes une indemnité de 30 points indiciaires pour les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction, il serait néanmoins à noter que l'article 76 de la même loi préciserait que les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne du rédacteur. Il estime dès lors que le terme de greffier utilisé à l'article 181 alinéa 5 prémentionné ne saurait viser que les fonctionnaires de la carrière moyenne affectés à l'Administration judiciaire et ceci à l'exclusion de tout autre agent sous peine de dénaturer la définition très

précise que le législateur aurait entendu conférer à la fonction de greffier. Il précise encore que cette conclusion ne saurait être éternuée par le fait que le Procureur général d'Etat aurait également utilisé la dénomination de « greffier » pour désigner Madame..., alors qu'il n'appartiendrait pas à celui-ci de donner un autre sens à la loi que le législateur.

En ce qui concerne le principe d'égalité devant la loi, la partie étatique estime que l'affirmation de la demanderesse selon laquelle elle se trouverait dans une situation de travail identique à celles des agents touchant l'indemnité de 30 points indiciaires resterait à l'état de pure allégation. Le délégué du gouvernement explique ensuite qu'en l'espèce, il y aurait une disparité objective entre les personnes en cause, dans la mesure où Madame... ne ferait pas partie de la carrière moyenne de rédacteur de l'Administration judiciaire et ne disposerait par ailleurs d'aucun diplôme lui permettant de faire partie de cette carrière. Il affirme ensuite que la mesure prise par le ministre serait rationnellement justifiée dans la mesure où il serait possible pour le législateur de soumettre des catégories de personnes dont les conditions d'emploi sont différentes, ce qui serait le cas en l'espèce, à des régimes différents. A ce sujet, il met encore une fois en exergue le fait que Madame... ne disposerait pas de mêmes diplômes, ni de la même formation que les greffiers-fonctionnaires, la formation consistant notamment dans l'accomplissement d'un stage. La partie étatique estime encore que cette mesure serait adéquate dans la mesure où les fonctionnaires affectés à la tâche de greffier auprès des cabinets d'instruction seraient usuellement exposés à des contraintes auxquelles d'autres agents ne seraient pas soumis. Finalement, le délégué du gouvernement retient que la mesure serait proportionnée par rapport aux fonctionnaires et aux employés de l'Etat, dans la mesure où l'indemnité en question serait réduite quant à son montant et comparable à d'autres indemnités payées pour des astreintes similaires et que les autres fonctionnaires et employés ne rentrant pas dans le bénéfice de la prime en question, pourraient toucher une indemnité semblable lorsqu'ils sont astreints à du travail dépassant les heures normales de travail et ceci en vertu de l'article 25 de la loi du 22 juin 1963.

Le délégué du gouvernement en conclut que le recours sous analyse devrait être rejeté pour ne pas être fondé.

En ce qui concerne la violation alléguée du principe d'égalité devant la loi, contexte dans lequel le demandeur entend voir le tribunal adresser une question préjudicielle à la Cour constitutionnelle, l'article 6 de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle stipule que :

« Lorsqu'une partie soulève une question relative à la conformité d'une loi à la Constitution devant une juridiction de l'ordre judiciaire ou de l'ordre administratif, celle-ci est tenue de saisir la Cour Constitutionnelle.

Une juridiction est dispensée de saisir la Cour Constitutionnelle lorsqu'elle estime que :

- une décision sur la question soulevée n'est pas nécessaire pour rendre son jugement ;*
- la question de constitutionnalité est dénuée de tout fondement ;*
- la Cour Constitutionnelle a déjà statué sur une question ayant le même objet. (...) ».*

En principe, par application de l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1997, la connaissance des questions de constitutionnalité de normes législatives appartient exclusivement

à la Cour constitutionnelle. Ce n'est que si une des exceptions prévues à l'article 6, alinéa 2, de la même loi, est donnée, qu'une juridiction peut se dispenser de poser une question de conformité à la Constitution, à savoir si elle estime a) qu'une décision sur la question soulevée n'est pas nécessaire pour rendre son jugement, b) que la question de constitutionnalité est dénuée de tout fondement, et c) que la Cour constitutionnelle a déjà statué sur une question ayant le même objet.

Encore que l'article 6, alinéa 2, de la loi du 27 juillet 1997 dispose qu'une juridiction est dispensée de saisir la Cour constitutionnelle d'une question de constitutionnalité si elle « *estime* » qu'une des trois exceptions y énoncées est donnée, il ne s'agit en l'occurrence pas d'un droit discrétionnaire, mais il faut que l'exception soit avérée.

Il y a lieu de souligner que l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 dispose que :

« Les greffiers attachés aux cabinets des juges d'instruction jouissent d'une indemnité de trente points indiciaires ».

L'article 76 II. alinéa 4 de la loi du 7 mars 1980 sur lequel se base le ministre pour refuser d'octroyer l'indemnité de 30 points indiciaires à la demanderesse dispose que :

« Les greffiers en chef et les greffiers sont choisis parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur et affectés aux emplois et désaffectés suivant les modalités prévues aux articles 9, 22 et 44 ».

Force est de constater qu'il résulte de la lecture combinée des deux articles que les greffiers issus de la carrière moyenne de rédacteur de l'Administration judiciaire bénéficient d'une indemnité de trente points indiciaires s'ils sont affectés aux cabinets des juges d'instruction.

En l'espèce, il est indéniable que la demanderesse ne fait pas partie de la carrière de rédacteur de l'Administration judiciaire, telle que prévue à l'article 76 II. alinéa 4 de la loi du 7 mars 1980 et n'a d'ailleurs aucun diplôme lui permettant d'accéder à la carrière en question, dans la mesure où elle ne dispose pas d'un diplôme de fin d'études secondaires ou d'un diplôme équivalent, qu'elle n'a pas passé d'examen-concours, ni d'examen de fin de stage - situation que Madame... ne conteste d'ailleurs pas - de sorte à justifier *a priori* l'application de la législation afférente dans le sens du refus lui opposé. Force est cependant de constater qu'il résulte des pièces versées en cause que la demanderesse a été nommée en tant que greffier d'après la même procédure que celle prévue à l'article 22 de la loi du 7 mars 1980, à savoir par le procureur général d'Etat, sur avis du président du tribunal d'arrondissement. Par ailleurs, il résulte des explications circonstanciées de la demanderesse ainsi que des pièces versées en cause, et plus particulièrement du courrier de Monsieur le Juge d'Instruction Directeur du 2 mai 2012, que Madame... accomplit le même travail au cabinet du juge d'instruction que les greffiers ayant le statut de fonctionnaire. Si la demanderesse ne conteste ainsi pas le fait qu'elle ne compte pas parmi les fonctionnaires de la carrière moyenne de l'Administration judiciaire, elle critique en revanche, à travers la question préjudicielle qu'elle souhaite voir adresser à la Cour Constitutionnelle, le choix opéré par le législateur de réserver le bénéfice de l'indemnité de trente points indiciaires telle que prévue à l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 aux greffiers

issus de la carrière moyenne de rédacteur de l'Administration judiciaire, dans la mesure où elle aurait été nommée en bonne et due forme en tant que greffier et qu'elle serait exposée aux mêmes conditions de travail que les greffiers issus du statut de fonctionnaire.

Vu sous cet angle, il est incontestable que le législateur, en réservant l'indemnité litigieuse aux seuls greffiers-fonctionnaires a instauré, parmi l'ensemble des personnes nommées en tant que greffiers auprès des cabinets des juges d'instruction une disparité, en déniaient le droit de prétendre à l'indemnité de trente points indiciaires aux greffiers non issus de la carrière moyenne de rédacteur auprès de l'Administration judiciaire, lesquels exercent *a priori* le même travail que les greffiers-fonctionnaires et sont exposés à des conditions de travail identiques à celles de ces derniers.

Or, il convient de rappeler que le principe d'égalité de traitement est compris comme interdisant le traitement de manière différente de situations similaires, à moins que la différenciation soit objectivement justifiée. Il appartient par conséquent aux pouvoirs publics de traiter de la même façon tous ceux qui se trouvent dans la même situation de fait et de droit. Par ailleurs, lesdits pouvoirs publics peuvent, sans violer le principe de l'égalité, soumettre certaines catégories de personnes à des régimes légaux différents, à condition que les différences instituées procèdent de disparités objectives, qu'elles soient rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but³.

Si la partie étatique estime certes que cette éventuelle disparité de traitement se justifierait par une disparité objective des personnes en cause, laquelle serait rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée, l'appréciation de cette justification relève toutefois de la seule compétence de la Cour constitutionnelle conformément à l'article 6 de la loi du 27 juillet 1997 précité.

Aussi, dans la mesure où la Cour constitutionnelle n'a pas encore statué sur une question ayant le même objet, qu'il résulte de ce qui précède que la question soulevée n'est pas non plus dénuée, *a priori*, de tout fondement et qu'elle est nécessaire pour rendre le jugement, le tribunal, sans se prononcer sur le bien-fondé du raisonnement des parties demanderesse et défenderesse relatif à la conformité de l'article 181 alinéa 5 de la loi du 7 mars 1980 à l'exigence constitutionnelle d'égalité devant la loi et sur la justification y prévue, droit qui ne lui appartient pas, est obligé, par application de l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1997, de saisir la Cour constitutionnelle de la question de la compatibilité de la disposition en question à l'article 10bis, paragraphe 1^{er}, de la Constitution.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit le recours en réformation introduit à titre principal en la forme ;

³ cf. trib. adm. 6 décembre 2000, n° 10019 du rôle, Pas. adm. 2012, V° Lois et règlements, n° 3 et autres références y citées.

dit qu'il n'y a pas lieu d'analyser le recours en annulation introduit à titre subsidiaire ;

au fond, avant tout autre progrès en cause, saisit la Cour constitutionnelle, par voie préjudicielle, de la question suivante :

«L'article 181, alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, sinon son interprétation, qui retient que seuls les fonctionnaires de la carrière moyenne de rédacteur peuvent bénéficier de l'indemnité de trente points indiciaires, à l'exclusion des employés de l'Etat affectés en tant que greffiers assumés auprès des cabinets des juges d'instruction, est-il conforme à l'article 10 bis de la Constitution, au regard de la différence de traitement ainsi instaurée entre les fonctionnaires et les employés de l'Etat exerçant des fonctions identiques ?» ;

réserve les frais ainsi que tous droits des parties ;

fixe l'affaire au rôle général.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 24 avril 2013 par :

Thessy Kuborn, premier juge,
Paul Nourissier, juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann

s. Michèle Hoffmann

s. Thessy Kuborn

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 26.4.2013

Le Greffier du Tribunal administratif